

## La voix de l'Opposition de gauche

Le changement dans la continuité,  
c'est maintenant ou faites tomber les masques (suite)

**19 juin 2012**

**Propagande gouvernementale. Enfumage. Au nom de "l'équité", épargnons le capital.**

Le gouvernement français va instaurer à partir de l'été un prélèvement à la source de 3% sur les dividendes versés par les sociétés à leurs actionnaires, affirment Les Echos sur leur site internet.

Cette nouvelle taxe qui doit rapporter 800 millions d'euros en année pleine (300 millions d'euros en 2012) vise à *"inciter les entreprises à investir plutôt qu'à récompenser leurs actionnaires"*, un thème *"martelé tout au long de la campagne présidentielle"*, souligne le quotidien, sans citer de source.

Le journal affirme que la mesure s'appliquera dès le vote du collectif budgétaire de juillet.

Seuls les établissements soumis au régime de l'impôt sur les sociétés seront concernés: les Sicav, par exemple, y échapperont.

Le quotidien *Le Figaro* ajoute de son côté que les entreprises indépendantes (non membres d'un groupe) de moins de 250 salariés et au chiffre d'affaires inférieur à 50 millions d'euros échapperont à la nouvelle taxe.

*"Des entreprises telles que Total, France Télécom et Sanofi risquent, elles, d'être particulièrement pénalisées: à elles seules, elles ont compté pour près du tiers des montants versés l'an dernier au sein du CAC 40"*, précisent les Echos.

Les groupes percevant des dividendes d'une société dont elles détiennent plus de 5% seront exonérés, selon le quotidien en ligne. (AFP 18.06)

Donc, annuellement sur les 40, 60 ou 80 milliards de profits déclarés et extorqués aux travailleurs par les entreprises du CAC 40 pour ne prendre que ces sociétés, dont la moitié ou davantage est généreusement distribuée à leurs actionnaires, moins de 1% sera prélevé au titre de ce prélèvement, c'est beaucoup trop, le Medef hurlera quand même au scandale.

Il faut comprendre qu'ils préparent psychologiquement les travailleurs à subir de nouveaux sacrifices, une fois que les malheureux patrons auront versé leur obole.

C'est la même méthode que celle amorcée dès le lendemain du 6 mai avec la réduction du salaire du monarque et sa cour, puis le plafonnement de celui des dirigeants des entreprises publiques : mesdames et messieurs, voyez comme nous montrons l'exemple, la situation est grave, à votre tour maintenant de faire un *"effort"*, toujours au nom de *"l'équité"*, mieux de la *"justice"*.

Ajoutons une réflexion.

Hier, l'austérité durait déjà depuis 30 ans, aujourd'hui ils évoquent l'austérité à venir, qu'est-ce à dire, qu'elle aurait existé de 1982 à 2012, excepté depuis le lendemain du 6 mai 2012, envolée l'austérité avec l'élection de Hollande, c'est quasi miraculeux !

Là aussi, ils vont tenter de prendre les travailleurs pour des abrutis. L'austérité ne se mesure pas seulement aux mesures prises au cours de ces décennies ou des dernières années, elle se mesure aussi au regard des mesures qui n'ont jamais été prises en faveur des travailleurs pour contenter le patronat.

L'austérité traduit la différence entre la hausse réelle du coût de la vie par rapport au niveau des revenus qui n'ont que faiblement augmenté ou qui ont stagné, mais pas seulement, il faut inclure la hausse des taxes et des impôts, l'existence de nouvelles taxes, du déremboursement d'un plus grand nombre de médicaments par exemple, la marchandisation grandissante de la société qui vient grever le budget des ménages. Tout cela appartient aux non-dits de la politique antisociale du gouvernement dans la mesure où il n'entend pas en tenir compte, comme son prédécesseur.

### **Décryptage. Jeu institutionnel. Comment assurer une stabilité au régime**

- Désormais nanti d'une majorité parlementaire confortable, François Hollande est sommé de sortir du flou qui lui a jusqu'à présent réussi et entre, sur la scène européenne, dans le dur des négociations sur la consolidation de la zone euro.

Un "*flou*" sur lequel ses adversaires de l'UMP n'ont pas vraiment insisté depuis le 6 mai, bien qu'il ne leur ait pas échappé, à croire qu'il valait mieux pour eux une défaite cuisante et se retrouver provisoirement dans l'opposition, face à la situation plutôt inconfortable ou inextricable qui attendait inmanquablement celui qui allait dorénavant gouverner le pays.

- La première urgence, dit-on dans l'entourage du président français, au lendemain de la victoire du Parti socialiste aux élections législatives, est de réussir le Conseil européen des 28 et 29 juin -un sommet "*décisif*" de plus pour l'avenir d'une zone euro dont le sort inquiète jusqu'à Washington et Pékin.

Quelle coïncidence, le Conseil européen étaient programmé les 28 et 29 juin prochains et la publication du rapport de la Cour des comptes devait avoir lieu le 27 juin, sauf qu'on vient d'apprendre qu'elle sera retardée de deux ou trois jours, personnellement je tablerais pour trois, une fois terminé le Conseil européen. Hollande craignait-il de s'emmêler les pinces le 29 juin ou de devoir se contredire devant le monde entier ?

Là aussi, on verra si ses adversaires relèveront la manoeuvre ou s'ils s'en feront les complices pour ne pas lui compliquer la tâche, la sale besogne qu'il a à accomplir et dont ils préfèrent lui laisser l'avantage ou la primeur, pour mieux l'enfoncer plus tard quand il sera devenu impopulaire, comme tous ses prédécesseurs sous la Ve République, nous n'avons pas besoin d'un Bonaparte ou d'un monarque.

- Au coeur des discussions: comment guérir les pays de la zone euro de leur endettement excessif sans tuer le patient.

Le patient, vous l'aurez tous reconnu : c'est nous ! Ce sont eux qui nous rendent malade, qui rendent malade la société. L'anticorps qui terrasse le virus qui nous pourrit la vie, qui nous en débarrasse, c'est le socialisme.

"*Tuer le patient*" serait tuer ceux qui produisent la plus-value qu'ils nous volent, on comprend leur soudaine sollicitude à notre égard, franchement il ne fallait pas !